

**Travailleurs-es et habitant-e-s, résident-e-s et migrant-e-s : uni-e-s !\***

Je vais d'abord commencer par présenter l'ISP. L'ISP est une fédération internationale qui regroupe des syndicats des services publics avec plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs à travers le monde.

La région méditerranéenne a toujours été un espace de contact entre les peuples et le théâtre de mouvements migratoires importants, qui ont façonné son paysage démographique, social, économique et culturel actuel.

Ces migrations internes et internationales, volontaires et forcées dans le bassin méditerranéen sont d'ordre économique, sociale, politique, démographique ainsi que personnel. Ces migrations constituent également un phénomène complexe qui a de profondes répercussions sociales, économiques, politiques et culturelles.

Les villes aux abords de la méditerranée sont les premiers contacts des migrants. Elles sont donc les premières à subir des événements tels que le racisme, la xénophobie, les conflits sociaux et les inégalités rampantes pour ne citer que cela.

Les travailleurs municipaux ou de façons plus générales les travailleurs des services publics sont ainsi les premiers à être en contact permanent avec les migrants. En effet, selon l'ODD 15 l'ensemble des migrant(e)s, indépendamment de leur statut, peuvent jouir de leurs droits humains à travers un accès sûr aux services de base. Et ce sont ces travailleurs qui fournissent l'accès aux droits humains.

Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire que les villes disposent de services publics urbains de qualité. Un accès sécurisé à l'eau potable et à l'assainissement, l'éclairage public et l'électricité dans les foyers, le ramassage municipal des ordures, des centres de santé communautaires, des crèches et des auxiliaires d'éducation, la police municipale, les pompiers et secours d'urgence, voici autant d'exemples des services publics vitaux que doivent fournir les administrations locales et régionales.

Cependant, aucun de ces services ne serait possible sans une main d'œuvre dédiée, formée et rémunérée, issue de la communauté, traitée avec dignité et qui a la possibilité de s'exprimer librement et de rejoindre sans crainte de représailles, les syndicats.

En fait, ce sont les travailleurs qui font vivre les villes. Ainsi, ni les responsables politiques, ni les entreprises ne peuvent se passer d'eux/elles. Par conséquent, le travail décent pour tous est une condition préalable à l'intégration socioéconomique urbaine et au développement économique local.

Pour parler de la vie dans les villes elle-même, selon l'Internationale des Services Publics, les clauses de travail et environnementales dans les marchés publics ainsi que la transparence et la publication des contrats publics jouent un rôle essentiel dans la durabilité du développement urbain. En effet, afin d'assurer les financements publics nécessaires, les villes doivent mener des actions coordonnées pour combattre l'évasion fiscale, la fraude fiscale et la corruption.

La protection des espaces publics et des biens communs contre la privatisation exerce également un impact direct et positif sur la démocratie et l'égalité.

Ainsi, vous conviendrez avec moi que la privatisation du logement s'oppose diamétralement à l'idée selon laquelle le logement est un droit humain lié à la dignité, la sécurité et la capacité de la personne à s'élever au sein de la communauté. En outre, cette privatisation a joué un rôle majeur dans la crise financière de 2008. Il est donc indispensable de mettre en œuvre une gouvernance et des politiques publiques solides afin d'éviter ce scénario à l'avenir.

Les politiques publiques peuvent générer de la cohésion sociale ou, au contraire, des bouleversements. Il est essentiel de garantir un accès universel à l'éducation ainsi qu'à des services sociaux et de santé publics, abordables et sensibles à la dimension de genre, y compris pour les migrant(e)s et les réfugié(e)s, afin de promouvoir un développement économique et social durable, de lutter contre la xénophobie et le racisme croissants, et de réduire la pauvreté et les inégalités.

\*\*\*      \*\*\*      \*\*\*

---

\* **Fatou DIOUF SEYE, Internationale des Services Publics, Sénégal**